ASSEMBLÉE NATIONALE

22 novembre 2023

PLFSS POUR 2024 - (N° 1875)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N° 284

présenté par

M. Neuder, M. Marleix, Mme Anthoine, Mme Bazin-Malgras, Mme Blin, Mme Bonnivard, M. Bony, M. Boucard, M. Bourgeaux, M. Breton, M. Brigand, M. Fabrice Brun, M. Cinieri, M. Ciotti, M. Cordier, Mme Corneloup, Mme D'Intorni, Mme Dalloz, M. Descoeur, M. Di Filippo, M. Dive, M. Dubois, Mme Duby-Muller, M. Dumont, M. Forissier, M. Gaultier, Mme Genevard, M. Gosselin, Mme Gruet, M. Habert-Dassault, M. Meyer Habib, M. Herbillon, M. Hetzel, M. Juvin, M. Kamardine, M. Le Fur, Mme Louwagie, M. Emmanuel Maquet, Mme Alexandra Martin (Alpes-Maritimes), Mme Frédérique Meunier, M. Minot, M. Nury, M. Pauget, Mme Petex-Levet, M. Portier, M. Pradié, Mme Périgault, M. Ray, M. Rolland, M. Schellenberger, M. Seitlinger, Mme Serre, Mme Tabarot, M. Taite, M. Thiériot, Mme Valentin, M. Vatin, M. Vermorel-Marques, M. Jean-Pierre Vigier, M. Vincendet et M. Viry

ARTICLE 9

Supprimer cet article.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le groupe Les Républicains n'est pas formellement opposé à l'article 9. En effet, suite à la fermeture pour l'avenir des régimes spéciaux, il faut prévoir un financement de ceux-ci. Le choix opéré par le Gouvernement d'appliquer la clause du grand-père, qui n'est pas celui des Républicains, oblige ainsi la mise en place d'un schéma de financement plutôt complexe.

Toutefois, cet article prévoit que l'AGIRC-ARRCO participe par une contribution au financement du système des retraites « au titre de la solidarité financière ».

Les Députés Les Républicains ont à maintes reprises signalé qu'ils n'accepteront pas que le Gouvernement fasse les poches de l'AGIRC-ARRCO pour financer les réformes qu'il a lui-même entreprises. L'excédent de l'AGIRC-ARRCO et ses réserves appartiennent aux assurés et retraités de cette caisse autonome, et qui ont fait de nombreux efforts pour y arriver, contrairement à l'Etat qui est incapable de gérer un budget à l'équilibre.

Le Sénat avait supprimé la référence à une telle contribution. Pourtant, en commission des affaires sociales, la rapporteure générale a fait voter un amendement de rétablissement.

Les Députés Les Républicains ne peuvent accepter cela. Ainsi, à contre cœur, ils demandent la suppression totale de l'article 9, et rappellent que la ponction de l'AGIRC-ARRCO, qu'elle soit assumée par le Gouvernement ou non (en faisant pression sur les partenaires sociaux) est inacceptable.